



Solidarité Kanaky

Numéro 11 – Février 2021 <https://solidaritekanaky.fr/>

Dans le cadre de la Semaine anticoloniale et antiraciste 2021

Solidarité avec la KANAKY



Kanaky - Nouvelle-Calédonie "Usine du Sud, usine pays"

**Rassemblement Samedi 6 février 2021, à 14 h
Place de la République - Paris**

Rassemblement de soutien à la lutte des indépendantistes, écologistes et autochtones kanak contre le bradage du gisement de nickel et cobalt à Goro et de l'usine du Sud de Vale.

Depuis 1 an, la lutte pour la maîtrise de l'exploitation et de la valorisation du gisement du Sud en Nouvelle-Calédonie continue et le 6 février une grande manifestation aura lieu à Nouméa.

Les dégâts environnementaux doivent cesser et le stockage des résidus miniers être sécurisés.

**EN NOUVELLE-CALÉDONIE, COMME AILLEURS
IL DOIT FINIR LE TEMPS
DES COLONIES !**

Collectif
**Solidarité
Kanak**



**Collectif Solidarité Kanaky - AISDPK - MJKF - Représentation de l'USTKE en France
Collectif d'organisation de la Semaine Anticoloniale et Antiraciste**

Une lutte qui dure



Depuis un an, la lutte pour la maîtrise de l'exploitation et de la valorisation du gisement du Sud en Kanaky continue. Le bras de fer se poursuit à l'approche de la date butoir pour la cession du site de Goro et de l'usine, fixée par Vale au 12 février.

Les discussions, tant avec l'Etat que la droite locale, sont complètement stoppées. Les indépendantistes refusent de participer à toute discussion avec l'État (comité des signataires, etc.) tant que le dossier Usine du sud n'est pas réglé.

Les populations, notamment du sud, sont très inquiètes sur les impacts environnementaux ; la multinationale Vale a laissé 30 millions de m³ de résidus miniers, stockés dans l'immense barrage KO2. La population locale exige une expertise internationale indépendante pour vérifier la sécurisation du bassin. Une rupture de celui-ci, comme cela s'est passé au Brésil, entraînerait des dégâts irréversibles sur l'environnement et les personnes. Ce point constitue une priorité absolue pour les indépendantistes.

Arrestations, emprisonnements, licenciements

Après les actions de début décembre (voir notre bulletin n°10), de nombreuses arrestations ont eu lieu, plusieurs suivies de peines de prison. Vingt licenciements ont été prononcés à l'encontre de salarié-es aperçu-es lors des actions.

L'USTKE dénonce le caractère abusif de ces licenciements, et va saisir la Direction du travail et de l'emploi de Nouvelle Calédonie. Des frais de justice de plus en plus importants commencent à peser, un appel à la solidarité est lancé.

Détermination et unité

Les militants et militantes, notamment les jeunes des quartiers, sont déterminé-es à poursuivre la lutte, et occupent toujours certains rond points en périphérie de Nouméa. Des actions et manifestations sont prévues prochainement. L'important est de faire monter la pression jusqu'au 12 février, date de l'échéance pour le compromis de vente. L'hypothèse de reprise de l'usine Vale par une entité calédonienne (à 95 %) a été évoquée par le porte-parole du FLNKS, Daniel Goa. La maîtrise des ressources minières et des outils de production participe de la viabilité économique et financière de l'indépendance.

Un grand rassemblement populaire à a eu lieu fin janvier, à Ponérihouen (tribu de Grondu), rassemblant tout le mouvement indépendantiste. L'importance de l'unité a été maintes fois exprimées. Six ateliers ont été organisés sur les thèmes suivants : environnement, maîtrise des ressources ; stratégie de terrain jusqu'au 12 février ; options de sortie après le 12 février ; justice (arrestations et licenciements) et finances ; communication ; soutiens internationaux.

Démission des élu·es indépendantistes

Le 2 février, les élu·es indépendantistes (UC-FLNKS et indépendantistes et UNI) ont démissionné de l'exécutif du « gouvernement collégial de Nouvelle-Calédonie », entraînant la chute de celui-ci.

Nous reproduisons ici le communiqué unitaire des deux groupes indépendantistes. Extraits :

« La dynamique institutionnelle est en panne, le consensus devient de moins en moins la règle. Les discussions entre les formations politiques calédoniennes et l'Etat sont interrompues. Les interlocuteurs au sein du gouvernement français ont changé et, par là même, le niveau d'écoute, d'attention et d'expertise sur le dossier calédonien. »

« Le secteur du Nickel a été touché en raison d'un processus de vente de la société Vale NC qui prime les intérêts des multinationales sans considération des aspirations des populations locales, des autorités coutumières et de toutes les forces politiques. »



UN JOUR, IL FAUT CHOISIR :

ÉDITORIAL	
NOS VŒUX 2021 : RECONNAISSANCE ET ESPOIRS...	
<p>L'année 2020 a marqué nos vies au pays. D'abord, le retour d'élu·es indépendantistes et le nouveau sursis aux élections municipales, dans des motifs respectueux non indépendants, a fait choir au cœur. Puis, au Conseil, nous ne rémercions jamais assez les documents qui ont anticipé les bonnes décisions pour protéger tous les habitants du Pays, puis le GDS qui a assuré. Le virus nous a rappelé que face à ces pandémies nous ne sommes pas grands chose. Nos vies ont changé pendant un certain temps et cela nous a hâlés et bas interrogés sur nos modes de vie dans la société de consommation.</p> <p>Puis, le second référendum a ravivé l'espoir avec sa progression de 45,26 % à 40,74 %, d'autant plus que 86 % des électeurs sont allés voter ! La détermination des uns et des autres s'en est trouvée renforcée.</p> <p>pour continuer sur le chemin de notre souveraineté. Une euphorie collective qui a embrasé la mouvance indépendantiste (partis jusqu'aux abords des bureaux de vote).</p> <p>La création des collectifs Une du Sud - Utiro Pays a poursuivi cette mobilisation, renforçant le travail de l'ICAN (Instance Consultative Autonome de Négociation) face à l'Etat français. Nous parvenons de cet épisode dans de nombreux. Cette mobilisation de nombreux.</p> <p>(voir page 2)</p>	
DANS CE NUMÉRO	
Éditorial	1-2
POLITIQUE	
Classe de vote, sans PAYS, une bataille de modèle économique	3
ÉCOLOGIE	
À quand, un bilan écologique du grand sud ?	4
SOCIAL	
Une liste en quête de sens	5
COURSIER DES LECTEURS	
Chères lectrices et lecteurs	6
Arrêt toute chose	6
INTERNATIONAL	
Nos vacances dans le monde et à l'océan	7
Fidji, Vanuatu, a qui le tour ?	8
ECONOMIE	
La draine coloniale applique toujours les mêmes recettes	9
Le pouvoir régule de la monnaie	10

L'USINE OU LA VIE.

La mobilisation continue

La mobilisation sur le terrain continue, bien que l'approche d'un cyclone paralyse certaines activités, souhaitons qu'il ne fasse pas trop de dégâts. Le 5 février, une grande manifestation aura lieu à Nouméa, à quelques jours de la date limite pour la cession fixée par Vale NC au 12 février. En soutien à cette manifestation, nous organisons un rassemblement à Paris, place de la République, le samedi 6 février à 14 heures.



Nous nous rassemblons au sein du collectif Solidarité Kanaky afin d'appuyer les luttes du peuple kanak ; notamment, les mouvements associatifs, syndicaux ou politiques qui agissent pour le droit à l'autodétermination des Kanak, pour l'indépendance de Kanaky. Nous combattons le colonialisme. Notre objectif est de faire connaître et comprendre la situation coloniale qui est celle de Kanaky, d'informer sur les luttes menées sur place, de soutenir les mouvements indépendantistes locaux. Cette action s'inscrit dans un cadre internationaliste et anticolonialiste global.

----- Organisations membres du Collectif Solidarité Kanaky -----

Mouvement des Jeunes Kanak en France, Union Syndicale des Travailleurs Kanak et des Exploités (en France), Union syndicale Solidaires, Confédération Nationale du Travail, Syndicatu di i Travagliadori Corsi, Ensemble !, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti des Indigènes de la République, Parti Communiste des Ouvriers de France, Union Communiste Libertaire, Ni guerre ni Etat de guerre, Association Survie, Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Les deux groupes UNI et UC-FLNKS et Nationalistes ont déposé conjointement ce matin une lettre à l'adresse du Président du gouvernement, Thierry SANTA en application de l'article 121 de la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 *relative à la Nouvelle-Calédonie* qui stipule que « les membres du gouvernement présentent leur démission ainsi que celle des candidats suivants des deux listes déposées au congrès à l'occasion de l'élection des membres du gouvernement qui s'est tenue le 13 juin 2019 ».

La Nouvelle Calédonie traverse depuis l'année 2020 une crise interne profonde. Elle est liée à la persistance des difficultés économiques et sociales accumulées depuis de longues années, l'incertitude sur l'avenir institutionnel du pays accentuée par l'absence d'un dialogue constructif avec l'Etat en prévision de la prochaine consultation, la crise de la COVID-19 dont les effets sont importants depuis mars 2020.

Au cours de cette même année 2020, le secteur du nickel a également été touché en raison d'un processus de vente de la société VALE NC qui prime les intérêts des multinationales sans considération des aspirations des populations locales, des autorités coutumières et de toutes les forces politiques.

A cela s'ajoute le retard pris dans le vote du budget primitif qui ne sera effectif qu'en mars 2021, trois mois après que les provinces aient adopté leurs budgets propres.

Dans cette phase difficile, le gouvernement a éprouvé des difficultés à travailler en collégialité. Une crise de confiance s'est installée au moment où il faut préparer sereinement l'avenir. La dynamique institutionnelle est en panne, le consensus devient de moins en moins la règle. Les discussions entre les formations politiques calédoniennes et l'Etat sont interrompues. Les interlocuteurs au sein du Gouvernement français ont changé et, par là même, le niveau d'écoute, d'attention et d'expertise sur le dossier calédonien.

Il reste pourtant des chantiers à réaliser pour préparer notre pays. Il faut montrer une voie nouvelle, redonner du sens à l'action publique, revenir à l'intérêt général, rendre utile cette période qui nous sépare de la consultation référendaire.

En conséquence, nous décidons de prendre cette initiative politique pour donner une chance à la Nouvelle-Calédonie de sortir de l'impasse et de l'immobilisme dans laquelle elle s'est installée. Elle s'appuie sur la conviction qu'il appartient désormais au pays et à tous les Calédoniens de trouver collectivement les ressources et la volonté d'agir ensemble pour un avenir partagé.



Tribu de Grondu-Grochain Ponérihouen

Samedi 16 janvier 2021

MOTION RASSEMBLEMENT POPULAIRE COLLECTIF USUP

Considérant le processus de décolonisation en cours engagé dans le cadre de l'accord de Nouméa

Considérant le point 4.4 de l'Accord de Nouméa sur la maîtrise des outils de développement du pays par la NC

Considérant que le combat pour la maîtrise de la ressource et du contrôle des outils de production constitue un des socles de la viabilité financière et du rayonnement économique de l'Etat en devenir,

Considérant le combat engagé par le FLNKS, l'ICAN, l'USTKE, le MNSK, la DUS, la CNTP, les associations environnementales réunis au sein du collectif USUP

Considérant la promesse de vente imposée et signée entre le Consortium Prony Ressource et VALE Canada le 9 Décembre 2020, et ce, malgré l'opposition des coutumiers et d'une grande partie de la population



Considérant les actions attenantes à la mobilisation et ses conséquences

Considérant l'irréversibilité de certains dégâts environnementaux et les risques encourus par nos populations,

Réuni lors du rassemblement populaire de Grondou Ponérihouen le Samedi 16 Janvier 2021, le collectif USUP :

- Réaffirme que les objectifs n'ont pas varié et reconfirme que l'offre Prony Ressource ne constitue pas une option envisageable tant du point de vue environnementale que du modèle économique et industriel proposé
- Exige un retour sur la demande exprimée quant aux expertises environnementales complémentaires indépendantes qui conditionnent toute reprise et redémarrage de l'usine
- Confirme le maintien de la mobilisation des différents collectifs à travers le pays et organisera dans les jours qui viennent une mobilisation pacifique à Nouméa,
- Met en œuvre les options de consolidation, de fluidité et d'optimisation de notre démarche : au niveau de la communication,



des questions financières, de l'organigramme et du soutien international...

- Dénonce le laxisme de la justice devant les actions engagées par certains agitateurs dont H MARTIN lui-même sous le coup de procédure judiciaire graves.
- Demande l'arrêt immédiat des interpellations et des arrestations et dénonce l'entêtement des forces de l'ordre et de la justice sur ce dossier qui doit être traité comme un dossier politique
- Conditionne la reprise des discussions sur l'avenir institutionnel (Lepredour, CdS, consultation des maires...) au règlement du dossier de l'usine du sud

Pour le Collectif USUP

Pierre Chanel TUTUGORO
Secrétaire Général de l'UC
A l'animation du BP FLNKS

La droite coloniale applique toujours les vieilles recettes libérales en cas de crise...

C'est toujours en période de crise que l'on peut juger la capacité des gouvernements à trouver des solutions convenables à tous sans exception. Historiquement, dans telles situations, les gouvernements de droite libérale appliquent des politiques d'austérité sensées concerner l'ensemble des composantes de la société. Or, ces politiques d'austérité n'impactent pas tous de la même manière. Les victimes sont bien souvent les classes intermédiaires et les classes populaires ; la classe la plus aisée est épargnée. Mieux encore, elle s'enrichit même... Et, en Nouvelle Calédonie ?

Autre illustration, le gouvernement Santa doit trouver 6 milliards de F pour financer l'aide médicale des ressortissants de la province sud. Cette compétence était jusqu'à présent prise en charge par cette province...

◆ Le recours à l'Etat français pour entretenir la dépendance...

Par contre, contrairement aux autres pays indépendants ou devenus indépendants, la Nouvelle Calédonie étant encore sous tutelle coloniale, la droite calédonienne, pour éviter d'entamer des réformes structurelles, préfère recourir à l'Etat français. Cette démarche consiste à entretenir la dépendance vis-à-vis de la mère patrie. Au-delà de la question économique, cela rassure mentalement une grande partie des gens de la droite coloniale. De toute évidence, la droite coloniale ne veut pas initier des réformes structurelles, notamment économiques et fiscales parce que celles-ci remettent en cause les intérêts de la classe aisée, des affairistes (Leroux, Lavoix, etc.) et des grandes familles (Ballande, Lafleur, Pentecost, Montagnat, etc.) qui ont bâti leurs fortunes au début de la colonisation.

C'est ainsi que, face aux impacts du Covid 19, le gouvernement Santa s'est empressé à solliciter un emprunt auprès de l'Etat français par le biais de l'AFD (Agence Française de Développement) et de la CDC (Caisse de Dépôt et de Consignation) une cinquantaine de milliards de F. Confronté également aux difficultés budgétaires, l'Etat français n'a accordé que 28 milliards 600 millions de F avec des conditions... notamment la mise en œuvre de réformes fiscales et autres.

La même démarche est également à l'œuvre lorsque pour régler le déficit abyssal du RUAMM, le gouvernement Santa se tourne machinalement vers l'Etat français pour que l'AFD lui consente un prêt de plus de 25 milliards de F à rembourser sur 20 ans avec des taux à 1,7%...

Malheureusement pour le gouvernement Santa, cette démarche a été rejetée par une majorité d'élus au Congrès le 30 décembre 2020... Un signal que l'opposition n'hésitera pas à faire savoir de plus en plus ! 🇫🇷

En Nouvelle Calédonie, à l'instar des autres pays gouvernés par la droite dite libérale, l'apparition du Covid-19 n'a fait qu'aggraver une situation de crise déjà existante. Comme prévu, les collectivités du pays à majorité de droite (le gouvernement, la province sud, les communes du Grand Nouméa) ressortent les bonnes vieilles recettes de politiques d'austérité et, par réflexe, font appel à l'emprunt auprès de l'Etat français pour ne pas mettre à contribution les classes riches.

◆ Les budgets sociaux et les postes précaires, les premières victimes de l'austérité...

Les budgets alloués aux populations les plus faibles sont débattus, remis en cause et réduits à leur plus simple expression. Ces budgets concernent en grande partie le social, la santé, la culture, la jeunesse, etc.

Ensuite, on assiste à la réduction de la masse salariale avec des licenciements de ceux qui sont déjà dans la précarité de l'emploi comme les CDD (Contrats à durée déterminée), les PPIC (Programme Provincial d'Insertion Citoyenne), etc. Si cela ne suffit pas, les licenciements continuent avec les CDI et le non-renouvellement des postes occupés par des salariés partis à la retraite. La conséquence de cette compression des effectifs est la surcharge de travail pour ceux restés en place... Parallèlement, la rentabilité exigée devient insupportable pour la plupart d'entre eux qui n'ont comme solution de recourir aux longues maladies pour dépression, ... La province sud a supprimé 80 emplois en 2019-2020 et prévoyait d'en supprimer 50 en 2021...

◆ Un recentrage des compétences sans se soucier des conséquences sur les populations les plus faibles

Pour équilibrer ses budgets, la Province sud, après avoir épuisé toutes les possibilités, à restituer des compétences qu'elle a assumé(es) jusqu'à présent alors qu'elles relèvent soit de la Nouvelle Calédonie soit des communes.

Ainsi, à partir de 2021, la province du sud a prévu de restituer à la Nouvelle Calédonie l'aide médicale, le handicap, la santé scolaire et l'enseignement privé. Conjointement, elle en fait de même s'agissant de l'accompagnement scolaire pour les communes.



Si l'opération est légale puisque la loi organique du 19 mars 1999 le prévoit, la manière paraît pour le moins cavalière car sans réellement coordination avec les collectivités concernées. La conséquence est qu'au final, ce sont les populations les plus faibles qui seront impactées. Pour illustrer cette situation, la commune du Mont Dore n'a pas encore prévu, dans son budget 2021, 35 millions de F pour l'accompagnement scolaire, un montant assumé jusqu'à présent par la Province sud.